



SciencesPo
Rennes

Chaire
Territoires et mutations
de l'action publique

2019

4^e édition
ÉCOLE D'ÉTÉ
INTERNATIONALE

Démocratie locale, décentralisation et
gouvernance multiniveaux

26 au 28 juin 2019

Brest

Les Ateliers des Capucins

Adossée au laboratoire



Thème de l'édition 2019

**Les territoires
sans l'État ?**

En partenariat avec

Partenaires scientifiques



INSTITUT
DE LA GOUVERNANCE
TERRITORIALE
& DE LA DÉCENTRALISATION



IPISA AISP

Brest
MÉTROPOLÉ



Finistère
Penn-ar-Bed
LE DÉPARTEMENT

Avec la participation de **acteurspublics**



Les partenaires de la chaire



À propos de la **chaire**



“ Créée en 2015 par Sciences Po Rennes, la chaire TMAP est pilotée par Romain Pasquier, directeur de recherche CNRS et directeur de la recherche à Sciences Po Rennes. Elle a pour ambition d'être un espace d'échanges, de formation et de recherche, où les regards entre acteurs académiques et acteurs de la gouvernance territoriale se croisent et s'enrichissent.

Ses principaux thèmes de travail pour la période 2018/2021 :

- ▶ différenciations territoriales et expérimentations institutionnelles ;
- ▶ accompagnement des transitions et résilience territoriale ;
- ▶ gouvernances des solidarités humaines et territoriales.



▶ Présentation

▶ L'école d'été

L'école d'été internationale de la chaire « Territoires et Mutations de l'Action Publique – TMAP » de Sciences Po Rennes revient pour une quatrième édition.

Durant trois journées, elle propose, à de jeunes chercheurs, à des praticiens et à des élus locaux, une formation intensive, interactive et de haut niveau sur les enjeux de démocratie locale, de décentralisation et de gouvernance territoriale. Organisée par Sciences Po Rennes, en collaboration avec le laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051) et avec le soutien de l'Institut de la gouvernance territoriale de Paris, de l'Association internationale de science politique (AISP) et de l'Association française de science politique (AFSP), cette formation offre une occasion unique de rencontrer conjointement des chercheurs, des décideurs politiques et praticiens de la gouvernance publique multiniveaux dans un contexte qui favorise l'échange et la réflexion.

▶ Le thème de l'édition 2019 : **Les territoires sans l'Etat ?**

Comme lors des éditions précédentes, l'école d'été 2019 ouvrira un espace unique de rencontre, d'échange et de formation entre chercheurs doctorants et postdoctorants, fonctionnaires territoriaux, élus locaux, agents d'urbanisme et autres praticiens intéressés par les défis et dynamiques du gouvernement des territoires en transition, en milieu urbain comme en milieu rural, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud.





Contexte et objectif

L'édition 2018 de l'école d'été de la chaire TMAP proposait de revenir sur les thématiques de la démocratie locale, la décentralisation et la gouvernance multinationaux en analysant les formes actuelles du clivage centre-périphérie mis en exergue dès les années 1960 par Stein Rokkan. Prolongeant l'effort analytique entamé l'an passé, l'édition 2019 de l'école d'été propose d'aborder la question des liens et des tensions entre État et territoires, à travers le thème de l'évitement.

La science politique contemporaine fait régulièrement le recensement des évolutions menaçant l'État et sa structuration centralisée. Européanisation (Radaelli, 2003), décentralisation (Le Lidec 2012), régionalisation (Pasquier, 2012), internationalisation (Maisetti, 2017), privatisations voire néo libéralisation (Brenner, Theodore, 2002) : a priori, ces processus politiques représentent autant de facteurs susceptibles de perturber les échelles de pouvoir, réduire la légitimité de l'État et ses capacités d'action et, in fine, plonger l'Europe dans un tournant néolibéral irréversible (Jobert, 1994). Pourtant, loin d'être en péril, les États européens paraissent aujourd'hui se recomposer (King & Le Galès, 2017). Leurs liens avec les territoires se reconfigurent : la « fin des territoires » (Badie, 1995) n'a pas eu lieu, le « retour des villes européennes » n'a pas tué l'État (Le Galès, 2003), l'Europe des régions est restée à l'État de mythe (Pasquier, 2015), le dit « néolibéralisme » n'a pas éteint les capacités de régulation politique dans les sociétés européennes (Pinson & Morel-Journel, 2016). Dès lors : comment concilier ces deux mouvements ? Comment rendre compte analytiquement de cette situation manifestement paradoxale ? Comment comprendre la cooccurrence de ces deux mouvements apparemment contradictoires ? Comment des territoires plus autonomes composent avec la présence d'un État toujours présent ?

Face à l'ombre portée d'une figure tutélaire étatique, les stratégies des territoires peuvent être schématiquement de trois ordres : la négociation (faire avec l'État), la confrontation (faire contre l'État) ou l'évitement (faire sans l'État). Les deux premières ont été abondamment documentées. Dans le processus de gouvernement, parfois « à distance » des territoires par l'État (Epstein, 2004), les élus locaux restent en mesure de négocier des ressources pour assurer le développement de leur territoire même lorsque l'État redéploie ses services publics (Artioli, 2016 ; Barrault-Stella, 2016). Il arrive aussi que les territoires se mobilisent contre l'État, allant parfois jusqu'à manifester des velléités indépendantistes (en Catalogne, Ecosse, Corse, etc.) ou, s'inscrire dans des pratiques de défiance à l'égard de l'action de l'État (Itçaina, 2017). Mais il arrive aussi que les territoires se replient ou s'inscrivent dans des réseaux internationaux pour contourner l'État, le concurrencer dans ses orientations politiques, présentant les collectivités locales comme des instances plus innovantes, plus démocratiques, plus proches des citoyens, plus solidaires, plus progressistes, plus accueillantes, plus durables (Payre, 2000 ; Vion, 2006 ; Harvey, 2012 ; Diatta, 2016). Il arrive, en substance, que les territoires invitent à faire sans l'État.

Le monopole des stratégies d'action face au dérèglement climatique, par exemple est aujourd'hui disputé aux gouvernements nationaux et aux experts des administrations centrales par les associations d'élus locaux ou des mouvements citoyens (Emelianoff, 2008). Des réseaux de villes européennes se

constituent autour de sujets tombant historiquement sous la juridiction des États, comme la « crise migratoire » (Flamant, 2017). Les collectivités ont accès à des financements de projets ou à des labels européens ou émanant d'organismes internationaux, permettant ainsi à des villes ou à des régions d'agir sans passer par les circuits traditionnels de l'État.

Face aux politiques de restriction budgétaire et de new public management imposées par certains -, des territoires adoptent ainsi des orientations alternatives considérées comme plus « justes » et plus « solidaires ». Partout en Europe, les territoires semblent ainsi avoir développé des capacités politiques renouvelées par la construction de leur propre récit et en développant des formes de régulations économiques et sociales sans l'État, établissant des niveaux intermédiaires de gouvernance (inter- régionaux, inter-métropolitains, etc.) dont le périmètre dépasse l'espace national (Cole et al. 2016). Si l'État accompagne parfois ces formes d'autonomisation¹ et sans pour autant diluer sa place sur les territoires, les collectivités locales semblent avoir développé des formes d'autonomie constitutives de leur histoire et de leur action politique qui pourraient se jouer à plusieurs échelles.

Quel processus politique et institutionnel a rendu possible une telle situation ? Et d'abord : peut-on véritablement faire sans l'État ? Si oui, au prix de quel travail politique ? Moyennant quelles mutations pour l'action publique territoriale ? Il ne s'agira donc pas de saisir la construction de l'État moderne par les territoires (Tilly, 1994) mais plutôt la construction et la régulation des territoires sans l'État.

Des sociologues et politistes spécialistes de la démocratie locale, de la décentralisation et de la gouvernance multiniveaux seront invités à présenter leurs travaux et un état des lieux des recherches sur ces sujets afin d'ouvrir des débats entre professionnels de l'action publique, élus, experts et chercheurs.





Bibliographie

- Artioli F., 2016. « Restructurations du centre et conflits des périphéries. L'échec des projets urbains face au retrait des armées en Italie ». *Revue française de science politique* 66 (2), 229-250.
- Badie B., 1995. *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Fayard, Paris.
- Barrault-Stella L., 2016. « Produire un retrait de l'État acceptable. Les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains ». *Gouvernement et action publique* 3 (3), 33-58.
- Brenner N., Theodore N. (Eds.), 2002. *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*. Blackwell, Oxford.
- Cole A., Pasquier R., de Visscher C., 2016, « Les régions européennes face à la crise : une grille de lecture comparative », *Revue internationale de politique comparée*, (Vol. 23/3), p. 285-300.
- Diatta P., 2016, « *Du gouvernement des banlieues à l'émergence des périphéries dans la gouvernance urbaine mondiale ? Mises en récits du global et singularités des champs politiques nationaux* », Thèse de doctorat de science politique, Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité,
- Emelianoff C., 2008, « Les villes, actrices d'une politique mondiale ? », in *Pouvoirs Locaux* n°77 II /2008, pp. 103 -106
- Flamant A., 2017. « Les cadres de l'action publique locale en charge des politiques d'intégration des étrangers. Entre réseaux de villes européens et contraintes nationales ». *Politique européenne* 57 (3), 84-115.
- Harvey D., 2012. *Rebel cities. From the right to the city to the urban revolution*. Verso, New York
- Itçaina X., 2017. "Multiple sovereignties? Civil society and territorial construction in Iparralde" in Kolàs, Á., Ibarra Güell, P., (eds.). *Sovereignty Revisited: the Basque Case*. Routledge, 105-125.
- Jobert B. (dir.), 1994. *Le tournant néo-libéral en Europe: idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*. L'Harmattan, Paris.
- King D., Le Galès P. (eds.), 2017. *Reconfiguring European states in crisis*. Oxford University Press, Oxford.
- Le Galès P., 2003. *Le Retour des villes européennes ? Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Le Lidec P., 2012, « Chapitre 8. La réforme des collectivités territoriales sous Sarkozy. Entre (mise en scène du) volontarisme et incrémentalisme », dans *Politiques publiques* 3. Les politiques publiques sous Sarkozy. Paris, Presses de Sciences Po, p. 189-210.
- Maisetti N., 2017. *Marseille, ville du monde. L'internationalisation d'une métropole morcelée*. Karthala, Paris.
- Pasquier, R., 2012. *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisations et gouvernance en France*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Pasquier, R., 2015, « La fin de l'Europe des régions ? », in *Politique européenne*, vol. 4, n°50, p. 150- 159.
- Payre R., 2000, « Municipalités de tous pays, unissez-vous ! L'Union Internationale des Villes ou l'Internationale municipale (1913-1940) », in *Amministrazione*, anno XXX, n 1-2, gennaio-agosto , p.217-239
- Pinson, G., Morel-Journel, C., 2016. "The Neoliberal City – Theory, Evidence, Debates". *Territory, Politics, Governance* 4 (2), 137-153.
- Radaelli C., 2003. "The Europeanization of Public Policy", in Featherstone, K., Radaelli, C., (dir.). *The Politics of Europeanization*. Oxford University Press, Oxford, p. 27-56.
- Tilly, C., 1994. *Cities and the Rise of States in Europe, A.D. 1000 to 1800*. Boulder, Westview.
- Vion A., 2006, « L'affirmation des gouvernements urbains dans l'Union européenne : une légitimation professionnelle diffuse », *Politique européenne* 2006 / 2 (n°19) pp.143-167

Programme du 26 juin

Démocratie locale

▶ Café de bienvenue	8h45 / 9h00
▶ Discours de bienvenue et exposé introductif	9h00 / 9h30
Frédérique Bonnard-Le Floch , vice-présidente de Brest Métropole, chargée des politiques européennes et contractuelles	
▶ La démocratie participative, un nouveau standard de l'action publique locale ?	9h30 / 12h30
Conférence de Alice Mazeaud Maîtresse de conférences en science politique, Université de La Rochelle, rattachée au laboratoire Littoral ENvironnement et Sociétés - LIENSs. <i>Lieu : Auditorium des Capucins</i>	
▶ Pause déjeuner	12h30 / 14h00
▶ Session 1 - Ateliers de regards croisés chercheurs / praticiens / élus	14h00 / 16h00
Les chercheurs (doctorants et postdoctorants) présentent leurs travaux. <i>Lieux : Studio de la médiathèque et maison des projets</i>	
▶ Projet Sonar	16h00 / 18h00
Présentation aux Capucins (sous le dôme) du projet Sonar par Gwenn Potard , directeur de la Carène et Laurent Chauvaud , directeur de recherche CNRS (laboratoire BeBEST).	
▶ Table-ronde - Les territoires sans l'État ?	18h00 / 20h00
En partenariat avec Brest Métropole et le département du Finistère aux Ateliers des Capucins. Ouverture : <ul style="list-style-type: none"> • Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS au laboratoire Arènes, (UMR CNRS 6051), titulaire de la Chaire TMAP de Sciences Po Rennes. Intervenants : <ul style="list-style-type: none"> • Isabelle Melscoet, adjointe au maire de Brest - Santé personnes âgées ; • Alice Mazeaud, maîtresse de conférences en science politique à l'université de La Rochelle ; • Erven Léon, vice-président du Conseil départemental des Côtes d'Armor en charge de l'économie, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur ; • Armelle Huruguen, vice-présidente du CD du Finistère et Présidente de la commission territoires et environnement ; • Gil Vauquelin, directeur régional Bretagne de la Banque des Territoires. Animation : <ul style="list-style-type: none"> • Marc Rouzeau, animateur scientifique de la chaire TMAP, directeur de la recherche et de la prospective à ASKORIA - Les métiers des solidarités, professeur associé à Sciences Po Rennes. <i>Lieu : Auditorium des Capucins</i>	
▶ Cocktail	20h00



Résumé de la conférence

La démocratie participative, un nouveau standard de l'action publique locale ?

par **Alice Mazeaud**

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la participation des citoyens est présentée comme une nouvelle norme de l'action publique, notamment locale, supposément destinée à répondre à la « crise » démocratique. Cette vision d'une démocratisation de l'action publique par le développement de la participation des citoyens nous semble devoir être nuancée par l'examen empirique.

Afin d'en saisir les logiques et les effets, il nous semble utile de revenir préalablement sur les mécanismes de légitimation et d'institutionnalisation de cette norme participative. Une telle analyse montre que ceux-ci sont indissociables de la construction d'un marché de la démocratie participative : c'est pourquoi il nous semble préférable de parler de standard participatif. Ce terme issu de l'univers économique nous invite d'une part à comprendre que la norme est ici moins morale que technique et procédurale et d'autre part à envisager le rôle des dynamiques concurrentielles (imitation/différenciation) dans sa diffusion.

De ce point de vue, le développement de ce nouveau standard participatif de l'action publique locale, lisible dans l'augmentation considérable du nombre de dispositifs participatifs, ne contrarie qu'à la marge les tendances lourdes de l'action publique locale. Sous l'effet combiné de la présidentialisation des exécutifs locaux et de la privatisation des gouvernements et des services urbains, on assisterait même plutôt à un processus de dé-démocratisation de l'action publique locale qu'à sa démocratisation par la participation.

Portrait



Alice Mazeaud

Docteure en science politique, je suis actuellement maitresse de conférences à l'Université de La Rochelle, membre du laboratoire LIENSs (UMR 7266) et associée au Centre Emile Durkheim (UMR 5116).

“ *Mes recherches s'inscrivent dans une sociologie politique de l'action publique, notamment locale. Depuis mon DEA en 2006, je me suis intéressée aux dynamiques d'institutionnalisation de la démocratie participative en analysant d'abord ses usages politiques et sociaux et ses effets sur l'action publique puis ses dynamiques de professionnalisation et de circulation. Ainsi mes recherches sur la démocratie participative m'ont conduit à une réflexion plus générale sur les transformations de la représentation politique et de l'action publique.*

Je suis membre de la direction collégiale du GIS Participations, Décision, Démocratie participative, ainsi que du comité de rédaction de la revue Participations que j'ai codirigé de 2014 à 2018.

► Principales publications

A. Mazeaud, M. Nonjon, *Le marché de la démocratie participative*, Ed. du Croquant, 2018.

G. Gourgues, A. Mazeaud, dir., *L'action publique saisie par ses publics : gouvernement et (dés)ordre politique*, Presses du Septentrion, 2018.

A. Mazeaud, M. Nonjon, R. Parizet, « Dossier : Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, 2016/1.

A. Mazeaud, dir., *La représentation politique en pratiques*, PUR, 2014.

A. Mazeaud, MH Sa Vilas Boas, G. EK Berthome, « Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés », *Participations*, 2012/1.

Portrait



Frédérique Bonnard-Le Floch

Élue socialiste du Finistère depuis 2001, actuellement vice-présidente de Brest Métropole en charge des politiques européennes et contractuelles et conseillère départementale en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et des affaires européennes.

“ *Au cœur des dossiers et des engagements contractuels avec l'Etat, la région et le département, des coopérations urbaines (ententes Brest-Morlaix-Lanion et Brest-Quimper) et métropolitaines (pôle métropolitain Loire-Bretagne et pôle métropolitain du Pays de Brest, contrat de réciprocité ville-campagne avec le pays Centre Ouest Bretagne), elle promeut les intérêts de l'Ouest Breton auprès des décideurs nationaux et européens.* ”

Entrepreneure de formation (Brest Business School puis HEC Executive Education), elle développe une vision à 360° des politiques publiques et milite pour une intelligence territoriale à toutes les échelles. C'est une spécialiste des stratégies (dernièrement stratégie métropolitaine européenne de territoire de Brest Métropole, stratégie européenne de territoire du Finistère, schéma de développement universitaire et scientifique du Finistère) et du leadership public dans le développement local.

Entre 2004 et 2014, elle élabore la réglementation d'urbanisme commercial pour Brest et son pays en tant que vice-présidente chargée du commerce et préside la société d'économie mixte Brest Métropole Aménagement qui opère les extensions et les grands projets de renouvellement urbain.

Auditrice de l'Ihédate en 2009 (promotion énergie et formes urbaines), elle développe la visibilité de Brest dans les réseaux en présidant le comité d'ingénierie des territoires puis le *think tank* « Financer autrement les projets publics » de la Fédération nationale des entreprises publiques locales entre 2012 et 2014. C'est l'élue de référence du réseau France Urbaine pour les questions européennes.

Membre du CESER de Bretagne entre 2013 et 2016 en tant que personnalité qualifiée en aménagement, elle observe l'affirmation concomitante des récits régionaux et métropolitains.

Formatrice consultante, elle intervient ponctuellement pour former les futurs cadres de la fonction publique territoriale à l'université de Bretagne Occidentale (IPAG Master 2, cours d'urbanisme et d'aménagement « La Fabrique de la ville », CNFPT Pantin préparation au concours d'attaché territorial...).

Portrait



Gil Vauquelin

Ancien élève de l'École nationale d'administration (Victor Schoelcher, 1994-1996).

“ Il est actuellement directeur régional de la Banque des Territoires Bretagne et Directeur de projet Transition Ecologique et Energétique à la Direction du réseau de la Banque des Territoires.

► Parcours professionnel

Après une carrière à la Direction générale des impôts, il est nommé en 1996 sous-préfet chargé des affaires économiques et de la politique de la ville à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

En 1999, il est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Langon à la préfecture de Gironde.

En 2001, il intègre le Groupe Caisse des dépôts en tant que directeur régional Réunion-Océan Indien.

En 2005, il est nommé directeur régional Poitou-Charentes. Il est nommé, en 2009, directeur interrégional Est et directeur régional Alsace.

Il était, depuis septembre 2015, directeur régional Auvergne- Rhône-Alpes.

Portraits



Isabelle Melscoet

Conseillère de Brest métropole.
15^e Adjointe au maire de la Ville de Brest
Délégation: Chargée de la santé et des personnes âgées

Erven Léon

Vice-président du Conseil départemental des Côtes d'Armor en charge de l'économie, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur



Armelle Huruguen

Vice-présidente du CD du Finistère et présidente de la commission territoires et environnement.



Programme du 27 juin

Décentralisation

▶ Café	8h45 / 9h00
▶ Recentralisation et réforme des architectures territoriales	9h00 / 12h00
Conférence de Patrick Le Lidec Chargé de recherche au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po Paris <i>Lieu : Auditorium des Capucins</i>	
▶ Pause déjeuner	12h00 / 13h30
▶ Session 2 - Ateliers de regards croisés chercheurs/praticiens/élus	13h30 / 15h30
Les praticiens et élus présentent leurs démarches/projets.	
▶ Visites autour des Capucins	15h30 / 17h30
Médiathèque : Explication du projet de ce tiers lieu, du rôle de L'État... par Bénédicte Jarry (directrice) ; Patrimoine : Comment un espace dédié à la défense devient un bien commun des brestois ? par Christine Berthou-Ballot (responsable du Service patrimoine) ; Projet Urbain : Articulation avec la NPNRU, recouvrance par Lionel Danielou , adjoint au directeur de l'aménagement urbain à Brest métropole	
▶ Table-ronde - Décentralisation et politiques éducatives	18h00 / 20h00
En partenariat avec la CASDEN (banque populaire), Brest Métropole et l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF). Intervenants : <ul style="list-style-type: none"> • Émilie Kuchel, adjointe au maire de Brest Politique Educative locale ; • Marc Labbey, vice-président du Conseil départemental du Finistère ; • Patrick Le Lidec, chargé de recherche CNRS ; • Marie Briand, déléguée nationale, Délégation générale à la vie militante de Casden ; • Un représentant de la DASEN (<i>sous réserve</i>). Animation : Gwenaël Leblong-Mascllet , DGA Brest métropole - Pôle développement culturel éducatif et sportif. <i>Lieu : Auditorium des Capucins</i>	
▶ Cocktail	20h00



Résumé de la conférence

Recentralisation financière et rationalisation de l'architecture territoriale

par **Patrick Le Lidec**

Après un long cycle de décentralisation qui avait débuté durant les années 1970, on a assisté depuis le début des années 2000 à une reconfiguration des Etats, largement liée à la construction européenne et l'adoption de l'euro, qui affecte en profondeur leurs relations avec les gouvernements locaux.

Le renforcement de la discipline budgétaire, qui s'est accéléré et amplifié à la faveur de la crise de 2008, s'est traduit par l'adoption de deux types de réforme. D'une part, les pouvoirs centraux ont adopté une série de mesures visant à mieux réguler et discipliner les comportements budgétaires et fiscaux locaux pour les mettre en comptabilité avec les engagements européens. D'autre part, les pouvoirs centraux ont également cherché à renforcer la productivité des gouvernements locaux en faisant massivement appel au registre des fusions et ont engagé des réformes des structures territoriales censées rationaliser les architectures territoriales propres à chaque pays.

Pourquoi et comment se déploient ces politiques dans les pays européens ? Comment affectent-elles la France ?

Portrait



Patrick Le Lidec

Docteur en science politique de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, je suis chercheur CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE – UMR 8239) de Sciences Po et enseignant à Sciences Po.

“ Ses travaux portent sur les processus de restructuration des architectures territoriales et les transformations des relations financières entre niveaux de gouvernement en France et dans les pays de l'OCDE et sur l'impact de la crise depuis 2008 sur les relations intergouvernementales. Il a travaillé sur les politiques d'ajustement budgétaire, les politiques de décentralisation et de recentralisation, les politiques de fusion dans les services territoriaux de l'Etat et dans les collectivités. La sociologie du travail politique constitue aussi un de ces centres de recherche privilégiés.

► Publications récentes

- Le Lidec, Patrick. « La fabrique politique de la métropole du Grand Paris. Une analyse de process-tracing (2001-2017) », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, no. 4, 2018, pp. 93-125
- Bezes, Philippe et Patrick Le Lidec. « Politiques de la fusion. Les nouvelles frontières de l'État territorial », *Revue française de science politique*, vol. vol. 66, no. 3, 2016, pp. 507-541.
- Bezes, Philippe et Patrick Le Lidec. « La politique d'ajustement budgétaire en France (2007-2012). Institutions et stratégies d'évitement du blâme », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. vol. 81, no. 3, 2015, pp. 523-547.
- Le Lidec, Patrick. « La décentralisation, la structure du financement et les jeux de transfert de l'impopularité en France », Philippe Bezes éd., *Gouverner (par) les finances publiques*. Presses de Sciences Po, 2011, pp. 149-192.
- Le Lidec, Patrick. « Le jeu du compromis : l'Etat et les collectivités territoriales dans la décentralisation en France », *Revue française d'administration publique*, vol. 121-122, no. 1, 2007, pp. 111-130.
- Didier Demazière et Patrick Le Lidec (dir.), *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*. Presses universitaires de Rennes, 2014.

Portrait



Émilie Kuchel

8ème adjointe de la ville de Brest chargée de la politique éducative locale.

Arrivée à Brest en 1999, « par hasard et par amour », elle a aussitôt embrassé le travail de proximité en devenant animatrice de rue, avant de multiplier les fonctions les plus diverses. Animatrice dans diverses structures comme la Maison pour tous du Valy-Hir, déléguée syndicale de la FSU, militante dans diverses associations comme « Les P'tits débrouillards » ou « Vivre la rue » de Mireille Cann, directrice du centre social de Kérourien depuis 2013, elle n'a jamais quitté ce militantisme qui l'habite depuis de nombreuses années. [...] C'est à Brest qu'Émilie Kuchel avoue avoir appris à « penser différemment. Ma famille n'est pas impliquée dans l'associatif, mais, ici, j'ai découvert des dizaines de petits quartiers avec autant de projets ».

Source : *Le Télégramme*

Marc Labbey

Vice-président du Conseil départemental des Côtes d'Armor en charge de l'économie, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur.

Ingénieur cherbourgeois d'origine, arrivé à Brest en 1972, il a exercé son premier mandat de conseiller municipal en 1989. Il a été adjoint en charge de l'urbanisme, puis du développement économique. Depuis 2008, il a la responsabilité, à la communauté urbaine, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Marc Labbey a aussi siégé au Conseil régional, d'abord dans l'opposition, puis de 2004 à 2010 avec la majorité Le Drian, en charge du développement économique.

Source : *Ouest-France*



Programme du 28 juin

Gouvernance multiniveaux

▶ Café	8h45 / 9h00
▶ La gouvernance territoriale ou le jardin des intérêts privés ? Échelles, groupes d'intérêt et pouvoirs publics	9h00 / 12h00
Conférence de Stéphane Cadiou Maître de conférences en science politique, Université Jean Monnet de Saint-Etienne, laboratoire Triangle (UMR520) <i>Lieu : Auditorium des Capucins</i>	
▶ Pause déjeuner	12h00 / 13h30
▶ Table-ronde Brest et les autres : quelles relations avec l'État ? Quelles relations aux autres territoires ?	13h30 / 16h30
Plate-forme d'observation des projets stratégies urbaines. Ouverture : Hélène Pesquine , responsable scientifique POPSU (à confirmer). Intervenants : <ul style="list-style-type: none"> • Frédérique Bonnard-Le Floc'h, VP métropole Brest - Politiques contractuelles et Européennes ; • Marie-Christine Jaillet, responsable scientifique du Programme POPSU Métropoles ; • Lionel Prigent, animateur du consortium scientifique POPSU Brest ; • Maxime Agnola, doctorant – POPSU Brest. Animation : Un membre de POPSU <i>Lieu : Auditorium de la CCI</i>	
▶ Conclusion de l'école d'été	16h30 / 17h00
▶ Cocktail de clôture de l'école d'été	17h00





Résumés

La gouvernance territoriale ou le jardin des intérêts privés ? Échelles, groupes d'intérêt et pouvoirs publics

par **Stéphane Cadiou**

Qui gouverne ? Cette question n'a pas cessé de faire couler beaucoup d'encre en science politique. Elle a conduit nombre de chercheurs à montrer que les élus locaux ne gouvernent pas seuls. Dans cet esprit, une partie de la littérature insiste aujourd'hui sur le rôle croissant des acteurs privés dans la gouvernance territoriale. À la tutelle étatique aurait alors succédé une dépendance aux intérêts privés. Mais l'action des intérêts privés mérite d'être mieux problématisée pour en saisir les ressorts. À cet égard, les références aux notions de *lobbying* ou de *groupes d'intérêt*, si présentes à d'autres échelles, sont encore peu développées localement. La réglementation en la matière est d'ailleurs très limitée. Comment se manifestent localement les modes d'organisation des intérêts ? Avec quels moyens les intérêts sont-ils représentés et défendus dans les territoires infranationaux ? Quelle articulation observe-t-on entre les échelles de gouvernement dans la défense des intérêts ? Soulever ces questions revient à s'interroger sur l'autonomisation des espaces politiques locaux.

Cette intervention propose une lecture des conditions et modalités de mobilisation de segments de la société dans les affaires territoriales (avec des éclairages sur le secteur du commerce notamment). Elle aura pour objectif de discuter des apports d'une réflexion en termes de groupes d'intérêt pour penser la gouvernance. Elle livrera également des éléments d'appréciation sur les singularités territoriales des relations entre groupes d'intérêt et pouvoirs publics par rapport à d'autres espaces de représentation (comme l'échelle étatique). On sera enfin invité à se demander de quels groupes les élus locaux ont-ils besoin pour gouverner.

Brest et les autres : quelles relations avec l'État ? Quelles relations aux autres territoires ?

par **Lionel Prigent**

Brest pourrait être considérée comme une « porte d'entrée », un « portail » (portail internet), mais pour ouvrir vers quoi, qui pourraient souligner ainsi les nombreuses formes de coopération ? Cela interroge d'une part sur la place des territoires alentours et d'autre part sur l'expression et la responsabilité de l'État. Trois questionnements peuvent être envisagés.

1. Une question d'échelle ; étant le nombre des initiatives de coopération, Brest peut-elle être considérée comme un laboratoire d'innovation, un système métropolitain à la pointe bretonne. Si les échelles ne sont pas les mêmes qu'ailleurs, elles définissent toujours un système métropolitain.
2. Une question de dialogue : Est-il encore possible de construire un dialogue, une stratégie « État-territoire » ? L'État a conservé une place importante dans les échanges et les choix quotidiens, tout en changeant son implication. Mais comment cela a-t-il affecté le dialogue entre les territoires ?
3. Enfin une question de solidarité : Comment travailler les solidarités existantes ? Existe-il une forme de concurrence entre les territoires (y compris avec la région Bretagne et les autres EPCI) ? La complémentarité des territoires joue-t-elle en faveur de la solidarité ou intensifie-t-elle les concurrences ?

L'approche territoriale apparaît nécessaire si l'on veut définir le périmètre d'étude, qui peut s'étendre sur l'ouest breton. Pour nous assurer que cette réflexion géographique est parvenue à maturité, il nous faut envisager si les continuités géographiques l'emportent encore sur les dynamiques de projet.

Portrait



Stéphane Cadiou

Maître de conférences en science politique à l'université de Saint-Étienne et rattaché au laboratoire Triangle (UMR 5602). Enseigne notamment dans des formations dédiées à l'action publique territoriale et au développement durable.

“ Ses recherches portent sur les enjeux de gouvernance dans les territoires, et dans les villes en particulier. Depuis quelques années, il travaille sur les groupes d'intérêt dans les espaces urbains à travers le cas des commerçants. Il croise ainsi des réflexions sur l'action publique et le métier d'élu avec la sociologie de l'action collective. Parallèlement, il participe à des recherches sur la rémunération des élus, ainsi que sur les élections municipales.

► Principales publications

- (avec Julie Pollard), « Les études urbaines en pratique : un champ d'étude au prisme de Métropoles », *Métropoles*, Hors-série, 2018.
- « Commerces et commerçants au défi du tramway : entre espérances et tensions. Le cas niçois », in Sébastien GARDON (dir.), *Quarante ans de tramways en France*, Lyon, Libel, 2018, p. 281-292
- « Redresser la ville de Nice : les enjeux d'une succession politique au milieu des années 1990 », *Métropoles*, n°22, 2018.
- (dir.) *Gouverner sous pression ? La participation des groupes d'intérêt aux affaires territoriales*, Paris, LGDJ, 2016.

Portrait



Lionel Prigent

Urbaniste et économiste, je suis professeur à l'Institut de Géoarchitecture (Université de Bretagne occidentale) et membre du laboratoire Géoarchitecture : Territoires, Urbanisation, Biodiversité, Environnement (EA 7462).

“ *Mes thèmes de recherche portent sur les questions relatives aux stratégies de développement des territoires qui reposent sur leurs caractères distinctifs généralement non marchandes, comme le patrimoine, le paysage ou les espaces naturels, qui sont traduits en pratiques marchandes (commerce, tourisme). Comment les acteurs des territoires sont-ils conduits à exploiter les ressources propres de leurs territoires ? Comment utilisent-ils ces aménités dans leurs stratégies d'aménagement ? Quelles démarches innovantes participent-elles à une meilleure cohésion locale (économie sociale et solidaire, etc.) ?* ”

Je recherche la cohérence et l'uniformité des pratiques dans un environnement réputé de plus en plus concurrentiel et de plus en plus balisé par des normes de consommation et de production. Mais cette forme locale de globalisation trouve également ses limites et conduit à réviser les stratégies de développement. Les travaux actuels portent sur les politiques de valorisation et de requalification des actifs patrimoniaux.

Les réflexions s'attachent aussi aux dynamiques territoriales (la ville invisible, la vocation métropolitaine), aux pratiques commerciales ou aux systèmes de transport public.

Principales publications

- « L'habitat à Brest : les effets d'une singularité métropolitaine ». Pouvoirs locaux. Novembre 2018, N°112, Co-auteurs : Edna Hernandez et Lionel Danielou
- « Tourisme durable, attractivité touristique et gastronomie : le cas de la Bretagne ». Management & Avenir, Avril 2016, n° 85, p. 113-130.
- « Reappropriating Industrial Built Heritage for Metropolitan Use : The Capucin Project, Brest, France », Actes du colloque international Herity Wizard's Days : Rehabilitation Quality of Abandoned Buildings and Areas of Industrial Heritage, Brno (République tchèque), 20 octobre 2017
- « La mise en marché du patrimoine mondial : démarche économique ou discours de justification ? ». In Corinne Grenouillet et Catherine Vuillermot-Febvet (dir.), La Langue du management et de l'économie à l'ère néo-libérale : formes sociales et littéraires, Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg, coll. « Formes et savoirs », 2015, p. 129-140.
- « Le projet urbain du plateau des Capucins à Brest : une aventure patrimoniale pour une ambition métropolitaine ». In Lucie K. Morisset (dir.), S'approprier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 2015, p. 215-235.

Portrait



Marie-Christine Jaillet

Directrice de recherche au CNRS au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST) à l'université Toulouse-Jean Jaurès-campus Mirail (UT2), elle travaille sur les transformations des mondes urbains.

“ Vice-présidente de l'université Toulouse 2 Jean-Jaurès, en charge de la recherche, elle préside depuis 2013 le CODEV (Conseil de Développement) de la métropole toulousaine, instance consultative issue de la « société civile » qui produit des avis sur les grands enjeux touchant au développement (au sens large) de l'agglomération toulousaine.

Elle s'est intéressée à la périurbanisation, ainsi qu'au devenir des quartiers « en difficulté », et plus largement à la question des inégalités et des ségrégations. Elle développe aujourd'hui des réflexions sur les processus de métropolisation, leur impact sur l'organisation des modes de gouvernance urbaine et la manière dont la question de la « solidarité » émerge dans les politiques urbaines.

À ce titre, elle assume actuellement la responsabilité scientifique du programme national du PUCA (Plan urbain construction architecture) « POPSU (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) métropoles » qui associe, dans 15 métropoles françaises, des chercheurs et des acteurs pour mieux éclairer les conditions de « la fabrique urbaine ».

Elle anime également le réseau français des chercheurs travaillant sur l'habitat et le logement (REHAL) et, localement, avec des chercheurs de l'Insa, de l'École d'architecture et des autres universités toulousaines, une plateforme toulousaine de collaboration, l'Institut de la Ville.

► Principales publications

- Faut-il en finir avec le « périurbain » ? Retour sur son « histoire » in *Nouvelles relégations territoriales*, ouvrage collectif, CNRS Éditions, 2017.
- Réaménager la ville pour y faire place à la marche ordinaire in « Marcher en ville » numéro spécial de la revue *Sciences et Sociétés*, 2017.
- *Une trajectoire métropolitaine : l'exemple de Toulouse* (ouvrage collectif codirigé avec Fabrice Escaffre), Éditions Le Moniteur, 2016 (co-rédaction de l'introduction, et des chapitres 1 et 2)
- « Des fragilités qui interrogent le référentiel de l'action publique », postface à l'ouvrage collectif coordonné par Alain Bourdin *La métropole fragile*, Éditions Le Moniteur, 2016.





Comité d'organisation

Thomas Aguilera, maître de conférences en science politique, responsable du master Gouverner les mutations territoriales de Sciences Po Rennes, membre du laboratoire Arènes, Chaire TMAP.

Patrice Diatta, docteur en science politique, chargé de recherche et de développement de la Chaire TMAP de Sciences Po Rennes, membre du laboratoire Arènes.

Benoît Giry, maître de conférences en sociologie à sciences Po Rennes, membre du laboratoire Arènes, Chaire TMAP.

Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, titulaire de la chaire TMAP de Sciences-Po Rennes, membre du laboratoire Arènes.

Isabelle Thirioux, directrice Europe et coopérations territoriales, conseil départemental du Finistère.

Christine Walid, chargée de mission, direction générale, Brest Métropole.

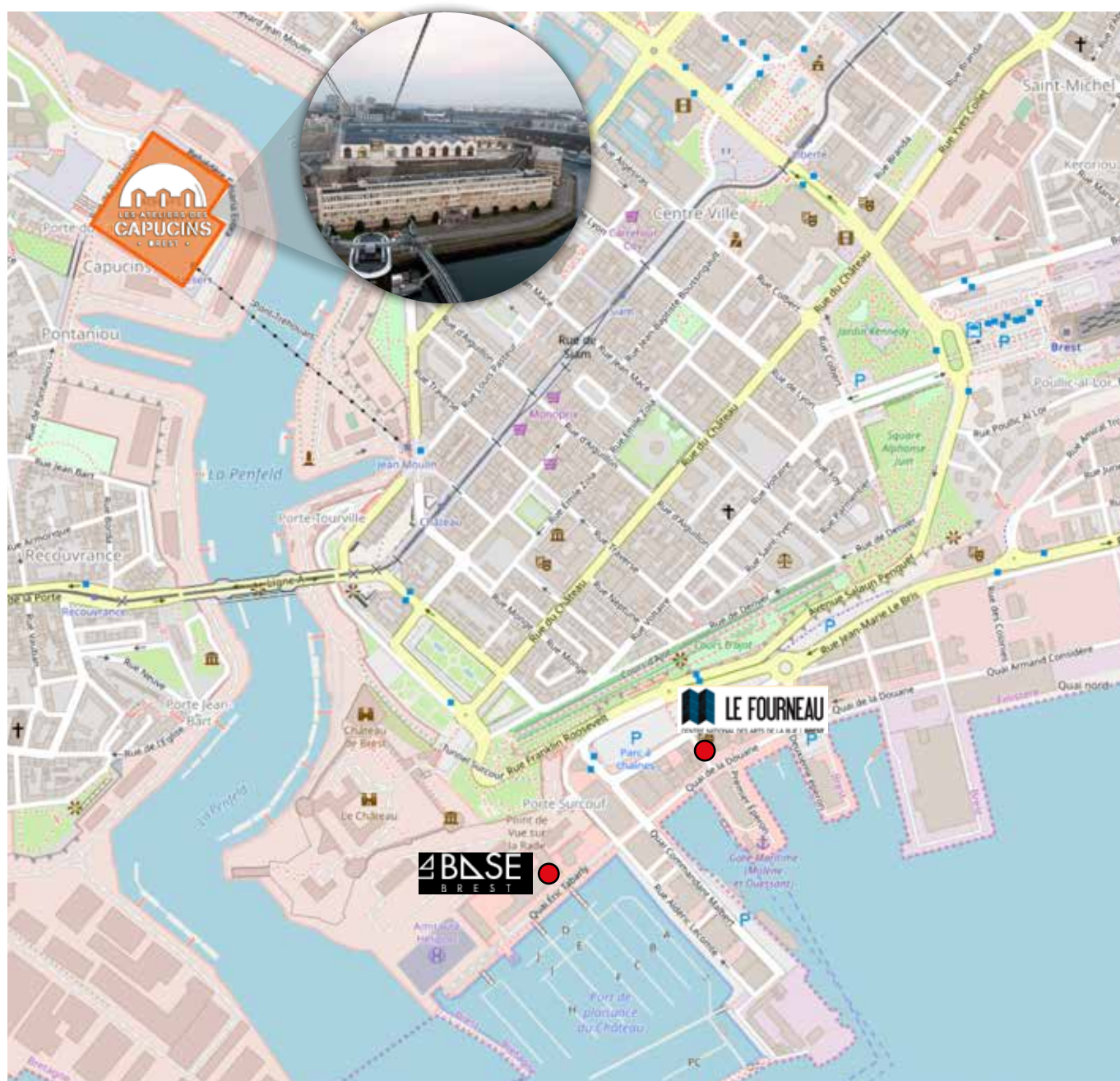
► Cette école a bénéficié du concours de :

Martine Barbelenet - Marylène Bercegay - Servane Besneux - Stéphanie Berthier -
Marie-Christine Fontaine - Éloïse Gauthier - Julien Kerforn - Alexandre Jarlégan -
Nelly Jezequel - Véra Koudelkova - Brice Noël - Marianne Rufet - Lucie Villard



Informations pratiques

► Les Ateliers des Capucins



Pôle Formation professionnelle



► Se former tout au long de la vie

Le pôle Formation professionnelle de Sciences Po Rennes est basé sur la loi pour « la liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 et sur nos partenariats avec les acteurs du territoire.

Notre objectif est de permettre à chacun, qu'il soit élu, agent de la fonction publique, salarié du secteur privé, de se former et de développer ses compétences professionnelles.

Notre équipe accompagne ainsi chaque candidat, chaque entreprise, chaque partenaire au développement des compétences autour de 3 voies de formation :

- la formation continue ;
- l'alternance ;
- les formations courtes.

Découvrez prochainement notre nouveau catalogue « Formation courte » !

► Pour plus d'**informations**

► Vos interlocuteurs	Mengchao Yang – Responsable Formation professionnelle diplômante Julien Kerforn – Responsable FTLV & Formations courtes
► Téléphone	02 99 84 39 33
► Courriel	formation.continue@sciencespo-rennes.fr
► Site Web	sciencespo-rennes.fr/fr/programme-de-formation-continue.html



SciencesPo
Rennes

**CHAIRE
TERRITOIRES ET
MUTATIONS DE
L'ACTION PUBLIQUE**

Retrouvez la chaire sur les réseaux sociaux



@SPRchaireTMAP



Arènes - UMR 6051
[Playlist Chaire TMAP](#)

Chaire TMAP
Institut d'Études Politiques de Rennes

104 boulevard Duchesse Anne
35700 Rennes, France
chaire.tmap@sciencespo-rennes.fr
sciencespo-rennes.fr